

Élections départementales : pas une voix ouvrière aux partis bourgeois (UMP-UDI-Modem-FN) ; vote classe contre classe, au premier tour, vote sans condition pour les listes présentées par le PS ou le Front de gauche

Ce vote est indissociable du combat contre les plans du gouvernement (loi Macron, réforme territoriale, pacte de responsabilité, projet de loi dialogue social ...), qui sont ni négociables, ni amendables !

Front unique pour imposer à la majorité de députés du PS et du Front de Gauche de s'opposer à ces plans !

A bas la politique bourgeoise du gouvernement ! Rupture du dialogue social !

Les élections départementales se tiennent dans un contexte marqué les coups portés par le gouvernement Hollande-Valls contre les acquis ouvriers. Le gouvernement Valls est critiqué de toute part, y compris dans les rangs de la majorité PS, dont des députés ont menacé en février de ne pas voter en première lecture, à l'Assemblée nationale le projet de loi Macron de pulvérisation du code du travail (extension du travail du dimanche, du travail de nuit, permission de licenciement sans entrave, etc.).

Face à cette fronde, Valls a dû se résoudre à utiliser l'article 49.3, symbole de la V^{ème} République bonapartiste, qui permet de faire adopter une loi sans vote à l'Assemblée Nationale. Après des mois de discussion dans le cadre du dialogue social (groupes de travail issus de la conférence sociale de juillet 2014), le recours au 49.3 est tout sauf une démonstration de force : elle révèle la faiblesse du gouvernement, dont la politique anti-ouvrière taille en pièce toutes les aspirations du vote de 2012.

Il n'y a qu'une seule réponse face cette attaque contre les acquis ouvriers : les directions syndicales et les partis censés représenter les intérêts de la classe ouvrière doivent rompre tout soutien à ce gouvernement. Il ne s'agit pas de voter la motion de censure déposée par l'UMP, dont l'objectif est d'aller encore plus loin que le projet de loi Macron, mais de quitter toutes les instances de cogestion et d'appeler les travailleurs à **une manifestation centrale devant l'Assemblée nationale pour en imposer le retrait !**

Leur responsabilité est de cesser toute discussion, toute concertation avec le gouvernement et le patronat sur les projets de concassage des acquis. Les dernières discussions avec le Medef sur le dialogue social, même si elles n'ont pas abouti à un accord, permettent au gouvernement Valls, fort du vote en 1^{ère} lecture du projet Macron, d'avancer vers la liquidation d'un tiers des organismes de représentation du personnel, notamment des délégués du personnel et des CE, dont le coût de gestion des œuvres sociales devient inacceptable pour le patronat.

Il est encore temps ! La journée de grève interprofessionnelle du 9 avril – très tardive ! - décidée par les directions syndicales de la CGT, FO et Solidaires doit être centrée sur le retrait du projet de loi Macron.

Élections départementales : vote classe contre classe, sans condition

Les élections départementales ne sont pas des élections majeures puisqu'elles constituent un vote de désignation de notables locaux dans leurs fiefs départementaux. Cependant, les compétences des Départements sont importantes pour les travailleurs, car ils gèrent la politique sociale et de solidarité (RSA, allocation vieillesse, dépendance, handicap...), les collèges, les transports et les routes notamment.

Elles interviennent dans le contexte de la réforme territoriale en cours (loi MAPTAM, projet de loi NOTRe...), organisant les fusions d'intercommunalités et des régions, dans l'objectif de mettre en œuvre un véritable plan social à l'échelle nationale, organisant la suppression de milliers de postes de fonctionnaires et la mise en cause des acquis locaux (temps de travail, régime indemnitaire, etc...).

Ces élections sont cependant un marqueur de la situation politique. Si elles donnent en général une image, même très déformée, du rapport de force entre les classes, elles seront probablement marquées cette année par une très forte abstention et un rejet des candidats du PS, étant donné le rejet de la politique gouvernementale et compte tenu de l'absence d'une perspective politique alternative pour tous ceux qui ont voté Hollande et le PS en 2012 en espérant en finir avec Sarkozy et sa politique anti-ouvrière.

Il est d'ailleurs révélateur que le Front de Gauche (FdG) et Europe Écologie les Verts (EELV) vont s'allier entre eux, plus souvent qu'avec le PS, qui partira seul dans 80% des cantons.

Le FN sera présent dans quasiment tous les cantons mais avec des candidats « sulfureux », dit le Figaro, façon d'indiquer que quelle soit sa force électorale – qui progressera encore probablement en pourcentage, ce parti est encore incapable de constituer une véritable organisation en mesure de conquérir le pouvoir. Avec son programme en contradiction avec les intérêts fondamentaux du capitalisme français, le FN peine à recruter ses cadres au-delà des couches déclassées et marginalisées de la bourgeoisie.

Le seul choix possible est de voter au premier tour, sans condition pour les listes présentées par le PS ou le Front de Gauche, lorsque les frontières de classe ne sont pas brouillées par des alliances avec des partis bourgeois comme le Modem et EELV. Ces organisations n'ont rien à voir historiquement avec le mouvement ouvrier et refusent soigneusement de s'attaquer aux intérêts de la bourgeoisie.

Front unique pour imposer à la majorité PS-FdG le combat contre les attaques anti-ouvrières du gouvernement

Avec le développement de la crise de l'économie capitaliste, la bourgeoisie française est acculée face à la concurrence de ses rivaux – notamment européens. Pour pouvoir réinvestir, elle doit dégager des profits qui ne peuvent être pris qu'en baissant la valeur de la force de travail. Elle cherche à imposer aux travailleurs en France ce qui a été imposé aux travailleurs en Europe. La classe ouvrière en France ne veut pas subir les mêmes attaques !

Le vote de 2012 signifiait que les travailleurs en France n'entendaient pas laisser Sarkozy et l'UMP poursuivre leur politique de concassage des acquis ouvriers sur ce « modèle » européen. La majorité de députés du PS et du Front de gauche à l'Assemblée Nationale n'a pas été élue pour que soit mise en œuvre une politique pro-patronale au service de la bourgeoisie française en crise ! Ni pour mettre en place un gouvernement appuyé par Valls et Macron, alors que le premier n'avait obtenu que 5% à la primaire socialiste et que le second, un banquier millionnaire, n'est même pas membre du PS !

L'existence d'une majorité PS - Front de Gauche témoigne de la volonté des travailleurs, en 2012, de défendre leurs acquis ouvriers. Ainsi la responsabilité des organisations syndicales n'est pas seulement de critiquer, d'aménager ou de demander des contreparties aux attaques du gouvernement, qui répondent aux exigences patronales, mais d'organiser le combat central, notamment par une manifestation à l'Assemblée Nationale, pour imposer :

- **Le retrait des projets de loi Macron, dialogue social et de la réforme territoriale (projet de loi NOTRe, lois de fusion des régions et MAPTAM) !**
- **L'abrogation du « Pacte de Responsabilité » !**
- **Un autre gouvernement du PS et du Front de Gauche, majoritaires à l'Assemblée, sans Valls, ni Macron, ni ministre bourgeois !**

Le retrait des projets serait un point d'appui pour engager un combat plus vaste pour satisfaire les revendications ouvrières, et notamment :

- **Contre le chômage : Interdiction de tous les licenciements ! Création massive de postes ! Expropriation sans indemnités ni rachat des entreprises qui licencient ou font faillite !**
- **Pour en finir avec la rigueur budgétaire : annulation de la dette !**
- **A bas l'Union Européenne ! A bas l'Euro ! Pour les États-Unis socialistes d'Europe !**

Seul un Parti Ouvrier Révolutionnaire pourrait faire aboutir ces revendications, incompatibles avec le système capitaliste – et c'est l'objectif du Groupe Révoltes que de contribuer à le construire.